



Conseil Economique
et Social

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/Sub.2/1997/L.61
28 août 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-neuvième session
Point 11 a) de l'ordre du jour

EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DANS LES DOMAINES
DONT LA SOUS-COMMISSION S'EST DEJA OCCUPEE
OU POURRAIT S'OCCUPER

CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DE L'ADOPTION DE
LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

Mme Daes : projet de résolution

1997/... Célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle
des droits de l'homme

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de
la protection des minorités,

Rappelant la résolution 51/88 de l'Assemblée générale sur la célébration
du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Rappelant également l'importance du message contenu dans la Déclaration
et le Programme d'action de Vienne adoptés le 25 juin 1993 par la Conférence
mondiale sur les droits de l'homme,

Rappelant en outre la résolution 1997/35 de la Commission des droits
de l'homme sur les préparatifs du cinquantième anniversaire de la Déclaration
universelle des droits de l'homme,

GE.97-13896 (F)

Reconnaissant que la Déclaration universelle des droits de l'homme est une source d'inspiration d'où découlent les progrès ultérieurs dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Gravement préoccupée par le fait que les normes internationales relatives aux droits de l'homme ne sont ni pleinement ni universellement respectées, que les droits de l'homme, en particulier ceux des groupes vulnérables de la société, continuent d'être violés dans de nombreuses parties du monde et que des millions de personnes continuent à souffrir de la misère, à vivre dans la pauvreté et à se voir dénier le plein exercice de leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,

Convaincue de la nécessité de respecter les droits de l'homme en toutes circonstances et de renforcer les efforts de l'Organisation à cet égard,

Réaffirmant que les droits de l'homme constituent un problème international et que la Déclaration universelle des droits de l'homme représente une norme internationale de la plus haute importance qui a été incorporée dans la constitution de nombreux pays du monde entier,

Reconnaissant le rôle important joué par les organisations non gouvernementales et les institutions nationales dans la promotion, la protection et le respect des droits de l'homme,

Notant le rapport complet que le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante et unième session (A/51/36),

Consciente que chacun a droit à un ordre social et international dans lequel les droits et libertés énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme puissent s'exercer pleinement,

1. Invite instamment les gouvernements à examiner et évaluer les progrès accomplis en matière de droits de l'homme depuis l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, à cerner les obstacles à la réalisation de progrès dans ce domaine et les moyens par lesquels ils peuvent être surmontés, à envisager de ratifier les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, s'ils ne l'ont pas encore fait, et à prendre des mesures législatives et administratives pour promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales et les protéger de façon efficace;

2. Invite les institutions nationales, les organisations non gouvernementales et les spécialistes à intensifier leurs efforts pour amener l'opinion à mieux comprendre et à mieux mettre en oeuvre la Déclaration universelle des droits de l'homme;

3. Décide de consacrer pendant sa cinquantième session une séance à la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration.
